d'elle, à l'aide d'agents et de collaborateurs qui ont souvent tenté de hâter par la violence le lent accomplissement d'une politique sourde et mesurée.

Reconnaissons cependant qu'à la place de l'Angleterre, toute autre nation en eût fait autant. Il est naturel que le vainqueur cherche à s'assimiler le vaincu ; et, pour amener cette fusion, il n'y a pas de régime à la fois plus doux et plus sûr que le régime constitutionnel. Si une colonie anglaise fût tombée sous le joug de la France, elle aurait eu à subir une tentative du même genre servie par des moyens tout autres, et probablement plus arbitraires, comme les institutions de notre ancienne Mère-Patrie elles-mêmes. Il n'y a donc pas lieu de conserver rancune à l'Angleterre ; mais ce qu'il faut flétrir hautement devant l'histoire, c'est l'esprit de tyrannie et de persécution qui a animé la plupart de ceux qui, de 1791 à 1840, ont été préposés à cette tâche de dénationalisation ; ce qu'il faut honorer à jamais, c'est le patriotisme et la fermeté montrés par ces fortes générations dont M. Papineau restera dans l'histoire, est encore sous nos yeux, la noble personnification.

Ces luttes pour la conservation de nos droits sous un régime qui cachait, voilées par les apparences de la liberté, quelques-unes des pires violences de la tyrannie, forment un épisode aussi saisissant qu'instructif. On y voit une race française, un peuple d'ancien régime se former à l'art de se gouverner lui-même, se modifier graduellement dans l'exercice viril des immunités constitutionnelles qu'on lui dispute, tout en conservant la vieille physionomie qu'il a emportée d'Europe. Sans doute, il eût mieux valu pour nous rester